

Nouvelles locales du vendredi 14 février 2014

@rib News, 14/02/2014 | Gouvernance L'OLUCOME fait savoir que le chef de l'Etat a dû collecter une somme de 4 milliards de nos francs en provenance des différentes sociétés qui exploitent de l'or au Burundi. Selon le président de cet observatoire, ces sociétés doivent payer cette somme comme mentionnée dans le contrat qui les lie avec le Gouvernement. Tout cet argent a été versé sur le compte d'appui aux bonnes initiatives qui est géré par le président de la République via son chef de cabinet. Il fait remarquer que cet argent s'ajoute à plus de 2 autres milliards que ce même compte reçoit dans le cadre budgétaire. Gabriel Rufyiri voit plutôt que tout cet argent devrait servir dans les opérations de secours des personnes touchées par les inondations de dimanche dernier puisqu'il est incompréhensible que le chef de l'Etat gère sa guise tout cet argent alors que les autres citoyens vivent dans une misère sans nom. Il ajoute aussi qu'il va saisir la Cour constitutionnelle pour attaquer le président de la République du fait qu'il ne parvient pas à dissocier ses activités privées et celles de l'Etat. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]

Politique- Prestation de serment ce vendredi matin du controversé nouveau Premier Vice-président de la République du Burundi. Accompagné de son épouse, Prosper Bazombanza est arrivé à l'hôtel de Kigobe un peu avant le chef de l'Etat qui est arrivé 6 minutes plus tard. Le nouveau premier vice-président a ainsi prêté serment devant le président de la République, les membres du Parlement réunis, les membres de la Cour constitutionnelle, les corps diplomatiques ainsi que les corps de défense et de sécurité. N'étaient pas présents tous les parlementaires membres du parti Uprona, s'étaient aussi trouvés anciens présidents de la République de même que Bonaventure Niyoyankana qui avait pourtant participé hier à la séance d'approbation de la candidature de Bazombanza. Etaient aussi présente Madame Concilie Nibigira reconnue le ministre de l'Intérieur comme représentante légitime du parti Uprona. [rpa/rtnb/rtr/isanganiro/bonesha]- Selon le député Charles Nditije, Prosper Bazombanza n'est pas un Mudasingana puisqu'il n'a pas été mandaté par sa formation. Il trouve qu'il s'agit plutôt d'un Premier vice-président pour le compte du CNDD-FDD puisque même lors de la validation de sa candidature, les membres de la formation politique dont il se réclame n'étaient pas présents et par conséquent, seuls les membres du CNDD-FDD l'ont approuvé. Il ajoute aussi que même les ministres qui vont siéger au sein du Gouvernement ne vont pas y représenter le parti Uprona. Il trouve que cela s'inscrit dans la logique du parti au pouvoir de tout faire pour faire taire tous les Badasigana qui avaient à dire sur des questions qui hantent le pays afin de mettre en place ceux qui ne vont pas ricaner devant les actions du parti au pouvoir et qui vont participer dans la destruction du parti Uprona en passant par les Badasigana d'avisants. Ainsi donc, il précise qu'ils vont tout faire pour ne pas cautionner de telles actions et demande aux vrais Badasigana de tout faire pour refuser les divisions de toute nature au sein de leur parti. Il leur demande aussi de rester calme et de ne pas se donner à des actes de subversion.

[rpa/rtr/isanganiro/bonesha]- L'ADC-Ikibiri constate que le CNDD-FDD est désormais engagé sur la voie de la force pour faire tout ce qu'il veut. Le président de cette alliance constate particulièrement que le président Nkurunziza veut tout faire de son côté pour faire aboutir l'initiative de modification de la Constitution afin de se représenter en 2015 pour un 3^e mandat à la tête du pays. L'once Ngendakumana estime que les accords d'Arusha sont en danger puisque le président actuel veut ériger indéfiniment sur le Burundi. Il voit que cette attitude vise la restauration du monopartisme après avoir mis à néant tous les accords que les Burundais ont mis en place y compris la feuille de route entre les politiciens. Selon lui, cela va conduire le pays dans un génocide politique et ethnique, dans un pays où le pouvoir va faire tout ce qu'il veut. Il demande à la communauté régionale, internationale et plus particulièrement à l'ONU d'être vigilante afin de ne pas laisser le pays dans l'incertitude et de ne pas agir trop tard. Il apprécie aussi le fait que le Conseil de sécurité vient de prolonger le mandat du BINUB et appelle à plus de vigilance de la part des Nations Unies. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha]-

Le constitutionnaliste en même temps professeur d'université Pascal Rwankara constate de son côté que la Constitution est interprétée différemment selon les tendances politiques en présence. Selon lui, il est déplorable que les hommes politiques burundais interprètent ce texte fondamental pour d'autres fins que nationalistes. Il trouve que les membres du parti au pouvoir ont leur interprétation alors que ceux de l'opposition ont la leur. Il conclut que l'interprétation de la loi sans qu'on lui donne dépend de la seule appartenance politique alors que cela ne devrait pas être ainsi. A ce sujet, il est convaincu qu'un texte quel qu'il soit s'interprète à la lumière des causes de sa mise en place et de l'esprit des rédacteurs. Il demande alors surtout aux politiciens au pouvoir de savoir lire entre les lignes la volonté des rédacteurs et ainsi de lire et interpréter la constitution dans le but de faire respecter la loi au sens général à la satisfaction de tout le monde. [rpa]-

La coalition burundaise pour la Cour Pénale Internationale s'inquiète de la situation politico-sécuritaire qui prévaut au Burundi dans ces derniers jours. Dans un communiqué rendu public ce vendredi, elle souligne que les jeunes affiliés aux partis politiques sont caractérisés par un manque de tolérance politique entre eux, ce qui donne lieu à des affrontements entre membres des différents partis politiques. Elle leur demande de se ressaisir et de se rendre compte que tôt ou tard, les fautifs vont répondre de leurs actes. De même, elle lance un appel aux autorités du pays en général à suivre de près et de manière objective, l'action de ces jeunes et en particulier aux dirigeants des partis politiques d'encadrer les jeunes de leurs partis afin qu'ils apprennent à se respecter mutuellement. Elle lance aussi un cri d'appel à la communauté internationale de garder un œil vigilant sur le Burundi surtout dans cette période de préparation aux élections et de donner des conseils le cas échéant. [rpa]- Les membres du parti MSD dans la province de Kayanza affirment que le gouverneur de cette province n'est plus au service de toute la population de sa province. Selon un communiqué sorti par les natifs de cette province membres du parti MSD, le gouverneur se livre de temps en temps à une campagne de dénigrement contre le président de ce parti lors des réunions qu'il tient avec la population. Selon le représentant des natifs, il devrait plutôt être au service de tout le monde y compris les membres des autres partis politiques du moment que cette province est classée parmi les premières en matière de cohabitation politique pacifique. Jean Kennedy Nshimirimana trouve que du travail pour cet administratif ne manque pas surtout en matière de développement et lui demande de ne plus se salir lui-même en pensant salir le président du MSD. Le gouverneur de Kayanza ne nie pas avoir tenu des propos contre Alexis Sinduhije sans toutefois préciser pourquoi il les a tenus. [rpa/isanganiro/bonesha]

Diplomatie Le gouvernement burundais se réjouit du fait que le mandat du BINUB vient d'être prolongé pour une durée effective de 4 mois afin d'être remplacé par ailleurs par une équipe pays depuis le mois de mai prochain. Selon l'ambassadeur Laurent Kavakure ministre des relations extérieures et de la coopération, c'est un signe d'une bonne collaboration entre le gouvernement burundais et le BINUB et profite de cette occasion pour remercier les membres du BINUB pour leur implication dans le bon déroulement des activités du gouvernement burundais. Il ajoute aussi qu'il s'agit d'un pas important qui va permettre au Burundi d'être classé parmi les pays dans lesquels la paix règne et dans lesquels les activités de maintien de la paix sont reléguées au second plan. Il trouve que cela va faire en sorte que les efforts qui étaient concentrés dans le domaine de la paix pourront ainsi être orientés vers d'autres projets de développement que le pays a tant besoin. [rpa/rtnb/rtr/isanganiro/bonesha]